

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IVème
Internationale.

SAMEDI 26 OCTOBRE 1991

N° 601

PRIX ANTILLES : 3 F
FRANCE : 3 F 50

Editorial

TRANSFORMER LE MALAISE SOCIAL EN LUTTES EFFICACES

Judi 24, tant en France qu'en Martinique et en Guadeloupe, grèves et manifestations ont eu lieu dans plusieurs secteurs.

Dans les trois pays ce sont les travailleurs de la santé notamment qui ont fait savoir leur mécontentement. Ils protestent en particulier contre le manque d'effectifs, les mauvaises conditions de travail, le mépris de certains chefs. Ce mépris est très sensible à l'hôpital de la Meynard en Martinique.

En France, en plus des travailleurs hospitaliers, ceux d'Air-inter, du métro, les cheminots et les dockers étaient en grève aussi.

Par ailleurs, en Guadeloupe, la CGTG organisait une journée d'action des fonctionnaires samedi dernier.

Au moment où nous écrivons nous ne savons pas encore quel sera le succès de ces journées de grève et de manifestations, quel impact elles auront parmi les travailleurs. Mais ce qui est sûr c'est que les raisons de mécontentement ne manquent pas.

Les travailleurs dans leur ensemble ne sont peut être pas encore prêts à déclencher de véritables mouvements de lutte offensifs. Mais confusément ils ressentent un profond malaise. La vie est difficile. Les fins de mois dures à boucler. Les conditions de travail généralement pénibles. Et face à tout cela, le cynisme du gouvernement est de plus en plus mal supporté. Car de l'argent, il en donne aux riches, aux capitalistes. Un certain nombre d'entre eux font des profits fabuleux.

D'autre part, il vient d'accorder une misérable augmentation aux fonctionnaires avec 6,5 % par petites tranches de novembre 1991 à février 1993. C'est vraiment se moquer du monde !

Aux Antilles, les inégalités sont toujours aussi criantes. A une minorité les belles villas, les réceptions somptueuses, le gaspillage, la vie aisée. A la majorité : les difficultés et l'impression qu'il est de plus en plus difficile de s'en sortir pour vivre décemment.

Derrière les revendications précises il y a aussi tout cela dans la tête des travailleurs.

Mais pour obtenir de véritables changements, ce sont des luttes déterminées et des luttes d'ensemble qu'il faudrait mener.

Déterminées à l'exemple des infirmières de France qui se font entendre et ne désarment pas. Ou mieux encore à l'exemple des paysans qui montrent leur colère. Les paysans qui font marcher la pompe à purin dans les préfectures ou qui sabotent les dîners ministériels officiels par des jets de céréales et de légumes pourris, qui affrontent les CRS dans les rues, créent une situation telle qu'ils commencent à inspirer de la crainte au gouvernement. Ils déclarent tout haut qu'il se moquent de ce que Mitterrand a bien pu dire l'autre jour car eux, ils voient les prix de leurs produits baisser dangereusement. Et ils ne prennent aucun gant.

Eh bien c'est de cette détermination dont les travailleurs des entreprises publiques ou privées devraient s'inspirer.

Une telle détermination plus une lutte d'ensemble permettraient d'arracher des revendications importantes. Car ce que craignent patrons et gouvernement par dessus tout c'est l'explosion sociale et un sursaut de la classe ouvrière. Pour gagner il faut se donner ces moyens.

HAÏTI

Malgré les tueries des militaires et macoutes civils, rien n'est réglé

L'état-major de l'armée haïtienne vient d'annoncer qu'elle a tué deux membres d'une armée de libération d'Haïti (ARLA) à la suite d'un affrontement entre ce groupe armé et les militaires dans la région de Petit-Goave. Ce groupe semblait se réclamer du président en exil Aristide. Celui-ci n'est toujours pas revenu en Haïti depuis les événements du 30 septembre et 1er - 2 - 3 octobre où les militaires et les macoutes civils organisèrent un véritable massacre contre la population et obligèrent Aristide à fuir au Venezuela.

Pourtant malgré la tuerie de centaines de personnes dans les quartiers pauvres, le sentiment dominant dans la population est le soutien à Aristide et le désir de le voir revenir. Aujourd'hui il n'est pas étonnant de voir apparaître un ou des groupes armés de ses partisans. Après les massacres de septembre-octobre il y a des gens de la population qui pensent qu'il faut apprendre à rendre les coups aux militaires et qu'il faut leur résister avec des moyens adéquats. Ne serait-ce que pour éviter de nouveaux massacres. La population a été aussi très frappée par l'attitude des bourgeois de Pétienville ou Delmas qui à la radio se sont vantés d'avoir payé les militaires pour faire leurs tueries. Plusieurs personnes interviewées par la Radio Voix de l'Amérique, dans les quartiers riches, ont en effet clamé leur contentement de voir frapper les pauvres. Comme cela, disaient-ils, ceux-ci ne se mêleront plus de politique et laisseront ces affaires là aux gens de bien. Ils affirmèrent aussi qu'ils

avaient non seulement payé les militaires, mais leur avaient aussi donné des voitures et de la nourriture pour "faire un travail sale". Tout cela a été entendu - au lendemain des tueries - par des milliers de gens. Aujourd'hui des pauvres, des travailleurs, des jeunes constatant qu'entre l'armée et les possédants il n'y a pas de différences, que l'une est au service des autres, pensent maintenant qu'il faut s'attaquer aux deux. Il faut lutter pour débarrasser Haïti de la présence de ce double cancer.

TRAVAILLEURS, JEUNES DES QUARTIERS NE COURBENT PAS LA TÊTE.

Alors certains cherchent la voie en créant des groupes armés qui vont peut-être avoir tendance à affronter l'armée en combat singulier. Mais d'autres pensent qu'il faut rester dans les masses et préparer celles-ci, par tous les moyens, à se défendre contre les prochaines tueries et exactions des militaires. C'est ainsi, par exemple que beaucoup de "petits soldats" ne sont absolument pas d'accord avec la manière dont les choses se passent, mais n'ont pas le moyen de faire entendre leur opinion, parce qu'il n'existe pas encore une organisation de lutte dans la population capable de les attirer et de leur dire comment et quoi faire.

L'expérience que vient de vivre la population lui a appris beaucoup du point de vue de la lutte. Elle saura sans nul doute retenir la leçon et en déduire une conduite pratique dans les semaines et les mois à venir. Aura-t-elle le temps

de se préparer suffisamment et de prendre des dispositions pour riposter aux militaires et macoutes armés ? C'est difficile de le dire. Mais il est sûr que les événements risquent bien de se précipiter en Haïti.

Les militaires ont cru qu'avec leurs massacres ils avaient définitivement mis à genoux le peuple haïtien : ce n'est pas sûr du tout. Car la majorité de la population refuse le nouveau gouvernement de marionnettes mis en place par la force par les militaires. Les gens veulent le retour d'Aristide. Les riches, les possédants n'en veulent évidemment pas. A leurs yeux, Aristide a le tort d'exprimer un peu trop les sentiments et les aspirations des pauvres. Même si au fond il modère et pèse ses discours pour éviter que les pauvres ne rentrent réellement en lutte pour changer leur sort, tout en maintenant leur espoir en un changement et leur confiance en lui pour y parvenir. Pendant son court passage à la présidence, il a cherché à concilier les intérêts des pauvres et des riches et fait appel à la bonne volonté et à la générosité de ceux-ci. Mais cela fut évidemment peine perdue ; rien n'ébranle l'égoïsme des possédants d'Haïti, habitués à considérer la masse des pauvres comme autant d'esclaves à leur service. Les discours démagogiques d'Aristide les dérangent. Ils ont alors craint de voir le gouvernement d'Aristide aller plus loin, même avec modération, même si c'était sans s'appuyer sur une mobilisation de la population. Le simple fait que le gou-

A propos d'un article de J.Claude Lombion sur la politique du P.C.G.

Dans un article paru dans le dernier numéro de l'Étincelle, organe du Parti Communiste Guadeloupéen (n° 35 du 19 octobre), Jean-Claude Lombion, secrétaire du Comité Central, fait une analyse critique de son parti et fait des propositions. Il s'agit aussi d'une contribution à la "tribune de discussion" avant le dixième congrès du parti qui aura lieu dans le courant du mois de novembre.

Jean-Claude Lombion fait d'abord ce qu'il nomme un "constat de carence du PCG". Il déclare : "Depuis plus d'une dizaine d'années, notre parti fonctionne avec une direction largement sclérosée et conservatrice. Si bien qu'il a été difficile, au cours de la décennie passée, de faire du Parti une force d'action et de combat. Nous avons vécu sur nos acquis, nous avons géré le quotidien, et nous avons poursuivi ce mode de fonctionnement bureaucratique que j'ai déjà eu l'occasion de dénoncer. De plus, nous avons rompu avec la jeunesse en liquidant l'UJCG, sans comprendre que c'était là le vivier dans lequel le parti trouvait tant bien que mal ses nouvelles recrues, formées et appelées à diriger"...

Puis Lombion critique le fonctionnement des partis communistes qui ont été au pouvoir dans les pays de l'Est qui ont "servi de modèles aux communistes qui, au sein de l'opposition dans leurs pays, aspiraient à la prise du pouvoir et au socialisme"...

Si l'on ne s'en tenait qu'à cette phase de la critique, nous pourrions partager l'opinion que Lombion émet sur son propre parti. Ce n'est pas d'hier en effet que le PCG se contente de "vivre sur ses acquis" sans être une "force d'action et de combat". Voilà bien longtemps que le PCG a déserté le terrain des luttes ouvrières, au profit de l'activité électorale et municipale. Et c'est bien la politique sociale-démocrate de ses élus qui a conduit une fraction importante de ceux-ci à quitter le PCG pour aller construire un parti correspondant à cette vraie nature : le récent "parti des démocrates et des progressistes de la Guadeloupe", le PPDG.

L'analyse de Lombion est par ailleurs très limitée comme toutes celles qui évoquent souvent dans le journal du PCG les "erreurs" ou la "carence" du PCG et la nécessité de le transformer. Car les causes de cette dégénérescence des Partis communistes liés si longtemps à Moscou sont plus profondes et datent de la dégénérescence du premier état ouvrier : l'état soviétique, à partir de la fin des années vingt en URSS. La prise du pouvoir par la bureaucratie stalinienne date de cette époque. C'est cette bureaucratie représentée au plus haut niveau par Staline qui a gangrené l'état ouvrier en menant une politique contraire au léninisme, contraire au bolchévisme.

Le bolchévisme, en même temps qu'il tentait de consolider le pouvoir ouvrier à l'intérieur des frontières soviétiques ne concevait pas qu'un tel état ouvrier et révolution-

naire puisse perdurer en dehors de perspectives révolutionnaires mondiales, en dehors de la révolution socialiste internationale. Et une grande partie de l'activité du parti de Lénine fut d'œuvrer à une telle révolution. C'était le sens de la création de la troisième Internationale, de la création des nombreux partis communistes à travers le monde. Le fait que la classe ouvrière avait érigé un état, faisait de cet état une référence pour tous les ouvriers du monde mais aussi leur donnait des moyens politiques énormes pour les aider à développer contre leur propre bourgeoisie un processus révolutionnaire puissant. Inversement, la classe ouvrière internationale par ses luttes permettait d'affaiblir la bourgeoisie mondiale et les états impérialistes de l'intérieur, eux qui voulaient à tout prix abattre l'état soviétique.

Cette dynamique qui s'est effectivement produite pendant les premières années de la vie de l'état ouvrier russe a été stoppée par la politique de la bureaucratie stalinienne. Celle-ci s'est installée au pouvoir à la faveur de la pauvreté générale, de la fatigue du prolétariat dont les éléments les plus révolutionnaires avaient été décimés à l'issue de la guerre civile, des sacrifices et privations auxquels ils avaient consenti si longtemps.

A l'internationalisme prolétarien vivant et militant la direction stalinienne va opposer la "théorie du socialisme dans un seul pays". L'échec de la révolution ouvrière chinoise en 1927 est un des désastres les plus graves à imputer à la politique stalinienne. La fusion des communistes chinois avec le Kuomintang, parti nationaliste de Tchang Kai Chek au moment où les ouvriers chinois, en grève quasi insurrectionnelle se révoltent, les prive d'une direction politique autonome. Le Kuomintang en profitera pour les massacrer et réduire à néant la révolution naissante. Et toute cette politique fut menée sur ordre de Staline et du PC de l'URSS.

De même en Allemagne dans les années trente où le PC allemand sur recommandation de la troisième internationale amalgame sociaux démocrates et fascistes et refuse de mener la politique de front unique ouvrier contre le fascisme. Cette politique aboutira à laisser les nazis prendre le pouvoir, massacrer les communistes allemands et détruire ses organisations.

Nous ne citerons pas tous les cas similaires de trahison du mouvement ouvrier par le stalinisme.

Mais sa responsabilité historique est énorme.

En URSS même, les vieux révolutionnaires bolchéviks sont peu à peu écartés du pouvoir, puis emprisonnés, fusillés, dans les camps. Les 9/10ème du comité central du Parti qui avait dirigé la révolution d'octobre ont été systématiquement éliminés physiquement jusqu'en 1936. Trotsky le dernier des dirigeants d'octobre à être éliminé par les agents de Staline le sera lui en 1940 après avoir été banni

depuis 1928.

En même temps, dès le début de cette décomposition sont introduites dans le PC de l'URSS les méthodes les plus anti-démocratiques, l'obéissance aveugle, le manque de discussion libre, les exclusions arbitraires, le culte de la personnalité.

Et ces méthodes ont été introduites par le biais de la troisième internationale dans tous les partis communistes du monde.

Bien des critiques qui sont faites aujourd'hui par des dissidents des PC ou par ceux qui y militent encore comme Lombion prennent leur source en réalité, dans cette politique là et dans cette période là. Mais ces militants se gardent bien de faire à fond l'analyse historique du stalinisme. Comme si les déviations qu'ils constatent aujourd'hui n'avaient pas de causes réelles historiques, sociales, politiques, comme si elles étaient le fruit d'une sorte de génération spontanée.

Et n'analysant pas vraiment ces causes, ils n'apportent pas non plus de solution satisfaisante. Pas satisfaisante en tout cas pour tout militant se réclamant du communisme.

C'est le cas pour Jean-Claude Lombion si l'on en juge par les propositions qu'il fait pour, comme il dit : "surmonter les problèmes actuels" et "transformer le parti".

Il déclare : "... Nous devons créer une nouvelle organisation politique qui ne serait pas exclusivement communiste, un grand parti démocratique et révolutionnaire pour poursuivre la lutte anti-colonialiste et dont l'objectif serait de décoloniser la Guadeloupe et de parvenir à la Libération Nationale et sociale du peuple guadeloupéen. En somme transformer le parti reviendrait à construire à partir de l'organisation des communistes guadeloupéens une structure ouverte à d'autres forces nationales, marxistes, démocratiques et progressistes afin de concevoir ensemble un projet de société pour demain. Je propose que cette nouvelle organisation s'appelle Parti du Peuple Guadeloupéen".

... "Dans l'immédiat, un tel parti se fixerait comme ob-

jectif essentiel l'obtention d'un Statut Spécifique pour la Guadeloupe"...

Lombion a beau dire par la suite qu'il conserve toutes ses convictions communistes, il n'empêche qu'il veut se débarrasser de l'étiquette "communiste" comme l'une des solutions aux problèmes du parti.

C'est vers le nationalisme qu'il s'engage.

Il veut en réalité pouvoir rallier d'autres couches sociales, d'autres hommes politiques, des "démocrates bourgeois" en quelque sorte. Une telle politique a toujours abouti à reléguer les travailleurs à l'arrière plan et en fait à leur faire payer des défaites graves, au profit des classes aisées.

Cette opinion n'est peut être pas partagée par l'ensemble des militants du PCG mais sans doute par un certain nombre. Certains, qui ont déjà démissionné, comme ceux qui ont fondé le PPDG ou encore Moutoussamy, récent démissionnaire, allaient dans ce sens. Peut être Lombion, lui aussi, prépare-t-il sa sortie. Peut être aussi existe-t-il un courant plus nationaliste au sein du PCG voulant rompre avec le "communisme" sans pour autant rejoindre la position des fondateurs du PPDG plus modéré sur les questions de statut et du nationalisme.

Mais le fait est que Lombion et ceux qui peu ou prou soutiennent les thèses qu'il exprime ont rompu moralement avec l'idéal communiste.

La création du parti que veut Lombion ne serait pas un progrès pour la classe ouvrière. Car ce serait mettre les travailleurs qui font encore confiance au PCG à la remorque des notables nationalistes et autres notables en tout genre. Qu'ils soient de droite ou de gauche, peu importerait à Lombion, à partir du moment où ils se regrouperaient sur la seule ligne de la "libération nationale et sociale du peuple guadeloupéen" et sur "l'obtention d'un statut spécifique".

Or les travailleurs, en Guadeloupe comme ailleurs ont besoin d'un parti ouvrier fort, profondément enraciné en son sein, impulsant ses luttes contre le patronat et la

bourgeoisie avec des objectifs révolutionnaires. Un tel parti ne peut être que communiste. C'est à dire un parti qui pourra prendre la tête de la classe ouvrière en lutte en cas de remontée des luttes. Remontée qui un jour ou l'autre ne manquera pas de se faire.

Mais les solutions de Lombion reviennent à lier les pieds et les poings des travailleurs. A ce qu'ils ne puissent pas agir en toute indépendance avec leur propre programme et leur propre parti aujourd'hui, mais pire encore demain lorsque de réelles possibilités se présenteront à eux.

Oui bien sûr qu'il faudrait transformer le PCG mais pas en parti bourgeois "démocratique" ou plus ou moins nationaliste quel qu'en soit le degré de radicalisme. Il faudrait le transformer en Parti Communiste révolutionnaire qui reprendrait les véritables traditions du communisme, de Lénine, du bolchévisme. Préparer des cadres, frais, jeunes, dynamiques, armés du programme marxiste pour les combats à venir.

Il est sûr qu'il existe des communistes sincères au sein du PCG qui voudraient d'une telle transformation.

Mais c'est l'analyse sérieuse et complète de la dégénérescence stalinienne qui en soixante ans a profondément pourri les traditions ouvrières révolutionnaires, qui peut permettre de comprendre les causes de la faillite des PC actuels et de repartir sur de nouvelles bases.

Ceux qui, désorientés, cherchent des solutions dans des voies sociales-démocrates ou nationalistes à la crise de leur parti et aussi sans doute à leur désarroi personnel n'offrent qu'une impasse à la classe ouvrière.

P. Jean-Christophe

FRANCE

Le mouvement des infirmières se renforce

Les infirmières continuent leur mouvement de grève pour l'obtention de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, et pour l'augmentation des effectifs. Les agressions de la part des policiers dont elles ont été victimes lors de leur grande manifestation de jeudi 17 n'ont fait que renforcer leur détermination. Il s'agissait de leur 5ème manifestation à Paris. Elles voulaient se rendre à l'Élysée mais ont été attaquées à coups de grenades lacrymogènes et de canons à eau par les forces de police. Il y a eu deux blessés. Les infirmières ont très mal pris cette agression, ainsi que l'opinion publique. Il en est résulté un remue-ménage au niveau du gouvernement, le ministre de la santé Bruno Durieux

a été critiqué par certains de ses collègues, et finalement cette affaire a contribué à attirer l'attention sur le mouvement des infirmières. A Paris, l'ensemble des personnels de santé se sont joints à elles pour un débrayage d'une heure. En province également, le mouvement a pris de l'ampleur.

Au début de la semaine, des délégations, dont celles de la coordination nationale ont été reçues par le gouvernement. Mais les infirmières en sont ressorties, selon le mot de la présidente de la coordination, "outrées" par la "mascarade" à laquelle elles avaient assisté. Le premier ministre Cresson a précisé "qu'il n'était pas question de remettre en cause les orientations budgétaires actuelles du gouverne-

ment". De son côté, le ministre de la santé s'est contenté de parler d'un "premier train de dispositions destinées à améliorer les conditions de travail".

Elles étaient donc déterminées à préparer efficacement les grèves et manifestations du 22. La présidente de la coordination a aussi annoncé que si rien n'était fait d'ici au 23, une opération "zéro infirmière à l'hôpital" serait lancée.

Si la réaction de l'ensemble des personnels de santé, agents et autres, allait plus loin que le débrayage déjà effectué, le mouvement gagnerait en force. Mais dès à présent, la détermination des infirmières peut servir d'exemple à l'ensemble des travailleurs.

HOPITAUX EN MARTINIQUE

Grève des travailleurs de la santé

Le mécontentement qui existe dans plusieurs secteurs hospitaliers en Martinique, s'est donc amplifié. Un sentiment de ras-le-bol est entrainé de se manifester.

Au centre du Carbet, le personnel de cuisine se plaint des mauvaises conditions de travail. Ils ne sont que 8 pour assumer le fonctionnement de la cuisine ! Ce qui est largement insuffisant. Depuis plusieurs années, ce personnel réclame à la direction le remplacement des agents partant en récupération. Celle-ci ne veut rien entendre, elle ne répond que par de belles promesses sans suite...

A l'hôpital de La Meynard, comme nous l'avons souligné la semaine dernière,

c'est l'attitude méprisante de la direction et de certains petits chefs qui a entraîné le mécontentement des agents. En France, et ce depuis quelques jours, les agents hospitaliers manifestent eux aussi leur colère contre les mauvaises conditions de travail, le manque de travail, le manque de personnel, et contre les brutalités policières du gouvernement. Ils ont donc décidé de manifester dans les rues de Paris, le jeudi 24 octobre.

Ce même jour, en Martinique, les travailleurs du secteur santé seront eux aussi en grève, d'une part pour apporter leur soutien à leurs collègues en France, de l'autre, pour manifester leur colère

contre les directions hospitalières. Ainsi, tous les secteurs santé sont appelés à faire grève le jeudi 24 octobre, à l'appel de la : CGTM - santé -, FO-santé, CSTM-santé, CDMT-santé. Contre le manque d'effectif, l'arrogance des petits chefs et des directions, les mauvaises conditions de travail.

Ce sentiment de colère qui se manifeste dans plusieurs secteurs hospitaliers de la Martinique, risque de faire tâche d'huile, et de se transformer en une véritable mobilisation des travailleurs contre la politique d'austérité du gouvernement, politique que les directions des hôpitaux sont chargées d'appliquer.

Journée d'action des fonctionnaires

L'Union des Fonctionnaires (USFF) CGTG, a appelé les travailleurs de la Fonction Publique, à un rassemblement devant le Hall des Sports de Pointe-à-Pitre, le 26 octobre, rassemblement qui sera suivi d'un défilé dans les rues.

Le tract d'appel à ces manifestations dénonce les bas salaires, le chômage, le non respect des libertés syndicales, et surtout les conditions de vie qui sont de plus en plus difficiles : les problèmes de logement, le chômage pour les jeunes...

Les travailleurs de la Fonction Publique ont suffisamment de raisons d'être mé-

contents pour participer à cette mobilisation lancée par leur syndicat. Ils ont entre autres le problème de la suppression des 40 % contre lequel ils s'étaient mobilisés en début d'année. Le gouvernement n'accorde que 6,5 % d'augmentation en 2 ans sur les plus bas salaires.

Mais s'il s'agit simplement de manifester pour le communiqué, ou parce qu'il faut faire "une rentrée sociale", cela ne servira à rien.

Il faut un véritable plan d'action et des formes d'action plus efficaces pour contrer les pouvoirs publics. Les infirmières en France on su en faire la démonstration.

Martinique

Les lycéens d'Acajou 2 se sont mobilisés.

Les lycéens d'Acajou 2 se sont mis en grève à compter du lundi 21 octobre pour protester contre le manque de matériel et de professeurs dans ce lycée.

Acajou est le lycée construit par le Conseil Régional. Ce lycée est entré en service à la rentrée de cette année. Il s'appelle Acajou 2, parce qu'à côté était entré en fonction un lycée provisoire (Acajou 1) dès la rentrée 1990. Comme, tout "provisoire" qu'il est, Acajou 1 est en fonctionnement, on se retrouve avec deux établissements sur le même site.

En deux ans, il y a donc eu deux lycées construits au Lamentin. L'entreprise Du-

mez qui a construit Acajou 2 y a fait son beurre. Mais un lycée n'est pas qu'un bâtiment. Il faut du matériel pour qu'il fonctionne. Il faut aussi du personnel. Et là, ce qui est de la responsabilité du rectorat et du ministère de l'Education Nationale n'est pas fait.

On se souvient par exemple que le lycée professionnel de Rivière-Salée ouvert aussi cette année fonctionne sans internat parce qu'il n'a pas de personnel pour cet internat !

Toute la politique de l'Education Nationale est une politique de restriction. On recrute au compte-gouttes. Et cette situation risque de s'ag-

graver : le taux de départ à la retraite des enseignants est très élevé (beaucoup partent en retraite avant l'heure). On s'attend dans les prochaines années à environ 500 départs à la retraite et aucun plan de recrutement n'est prévu pour les remplacer !

C'est dans ce contexte que les lycéens d'Acajou 2 se sont mobilisés. Ils n'ont rencontré que les bonnes paroles du Conseil Régional et le silence du Rectorat.

Ce qui les a poussés à se mobiliser encore plus pour exiger des moyens leur permettant de faire des études correctement.

Martinique

E.D.F. : Un succès des travailleurs de Petit-Bourg

La trentaine d'employés de l'agence de Petit-Bourg après une semaine de mobilisation a remporté un net succès face à la direction.

Comme un peu partout dans les services publics, l'agence de Petit-Bourg est caractérisée par un effectif insuffisant, ce qui entraîne de la gêne pour la clientèle (26.000 abonnés desservis par l'agence).

La mobilisation a obligé la direction à céder sur plusieurs points exigés par les grévistes :

- l'effectif du service d'astreinte est renforcé par

l'intégration de deux personnes supplémentaires

- un véhicule sera remplacé et le parc véhicule sera renouvelé en 1992

- le salaire de la femme de ménage sera augmenté de 50 %

- à l'accueil clientèle, il y aura deux personnes présentes en permanence.

Cette mobilisation et son succès sont d'autant mieux perçus que les travailleurs se sont heurtés au sieur Ronchon, l'un parmi les cadres arrogants d'EDF qui veulent mener la vie dure au personnel.

Martinique

Un patron de choc au violon !

Le vendredi 18 octobre, les ouvriers de la société en bâtiments de la SOTRACOB ont appris que leur patron Téléphe a été arrêté et mis en garde à vue durant 24 heures par le parquet de Fort-de-France. La SOTRACOB emploie plus de 300 ouvriers. Et le patron est connu par ses ouvriers comme un patron de choc qui ne leur paie pas leur salaire comme il faut.

Depuis plusieurs mois, des ouvriers de cette entreprise ont entrepris des démarches auprès de l'inspection du travail et d'autres organismes afin de dénoncer leur patron pour son attitude méprisante et son refus de respecter le droit syndical. Ce patron ne paie pas convenablement les ouvriers de son entreprise. En menant leur en-

quête, les ouvriers ont constaté que Téléphe n'a jamais versé un centime à la caisse de la Sécurité Sociale depuis 1990. Il ne paie pas les congés payés aux ouvriers. Et plus d'une fois, lorsqu'il a fallu payer aux ouvriers leurs congés payés, ces congés étaient accompagnés d'une lettre de licenciement.

Il ne respecte pas la convention collective, ni le code du travail. "Ces choses là sont périmées" a-t-il répondu à une délégation syndicale qu'il avait reçue dans ses bureaux. Ou encore, "le syndicat, c'est une perte de temps", avait-il ajouté en pleine figure aux travailleurs.

Lorsque des ouvriers dans son entreprise essaient de mettre sur pied une section

syndicale, il leur impose soit la porte ou le déplacement sur un autre chantier pour les isoler des autres ouvriers.

Téléphe s'amuse comme le font les autres patrons en Martinique, à embaucher des temporaire en les sous-payant, il choisit de n'embaucher que des jeunes, les presse comme du citron et les licencie sans préavis. Ces travailleurs se trouvent ainsi dans les mêmes conditions que dans un travail "au noir". Il a à son service des chefs de chantiers qui agissent de façon très dictatoriale contre des ouvriers, dès qu'ils osent lever le petit doigt. Ces chefs ont pour consigne de faire marcher les ouvriers à la baguette.

A la SOTRACOB, comme dans d'autres entre-

prises de bâtiment ou ailleurs, il n'existe pas de mesures de sécurité, les ouvriers travaillent dans les pires conditions. Aucune mesure d'hygiène n'est respectée, et certains chefs de chantier ont le toupet de dire que ce sont les ouvriers qui sont sales. Autrement dit, c'est normal qu'ils mangent et s'habillent dans une même pièce sans hygiène. Car le vestiaire, lorsqu'il y en a, sert en même temps de réfectoire.

Et si Téléphe a été arrêté, ce n'est pas parce que la justice se soucie du sort des travailleurs. C'est parce que cet exploiteur s'est trop dévoilé face au public. C'est surtout parce que des ouvriers n'acceptant pas d'être traités comme des esclaves se sont or-

ganisés. Ils ont entrepris sans relâche, plusieurs démarches auprès de l'inspection du travail, auprès de Téléphe lui-même, et ce dernier faisait la sourde oreille ou se moquait des ouvriers qui venaient lui réclamer leur dû. C'est après une lutte sans relâche, après plusieurs réunions avec les ouvriers sur plusieurs chantiers, que la justice a fini par faire un petit geste.

Alors oui, les ouvriers de la SOTRACOB ont raison d'obliger la justice à faire son travail, mais il a fallu l'imposer. Et si les ouvriers veulent faire Téléphe cracher le morceau, il faut qu'ils se donnent les moyens, l'organisation, les militants et le soutien de tous les travailleurs de cette entreprise.

Importante manifestation de solidarité avec le peuple d'Haïti

Mercredi 16 octobre une seconde manifestation s'est déroulée en Guadeloupe pour protester contre le coup d'état en Haïti. Cette manifestation qui a regroupé entre 1.000 et 1.500 personnes est une des plus importantes depuis longtemps à Pointe-à-Pitre. Des Guadeloupéens certes, mais aussi une majorité de travailleurs haïtiens émigrés en Guadeloupe ont tenu à manifester et à crier des slogans en faveur du retour d'Aristide au pouvoir. "Nou vlé, nou vlé, nous vlé Aristide" chantaient les manifestants. Des groupes en colère ajoutaient "pace kè cé li pèp la vlé" ou "pace kè cé li nou choisi".

La manifestation a été suivie d'un rassemblement important devant la mairie de Pointe-à-Pitre.

Les représentants des différentes tendances politiques en Guadeloupe ont pris la parole et certains ont eu un véritable succès auprès de la communauté haïtienne en assurant la solidari-

té entre Guadeloupe et Haïti. On a remarqué la présence du Parti Socialiste qui avait même une banderole dans la manifestation. Il est vrai que dans de telles marches de protestation il paraît surprenant de voir des politiciens au pouvoir tel Larifla. Mais cette fois le gouvernement français affirme sa solidarité avec l'ex-président Aristide. Larifla a donc pris la parole lors du meeting. Cependant les travailleurs haïtiens discutaient de tous ces événements. Ils ont compris beaucoup de choses en politique depuis quelques années, sur les politiciens, sur l'armée, sur le pouvoir des bourgeois.

Ils ont décidé de continuer à protester car ils voient qu'un véritable changement ne s'obtiendra pas par l'intervention de gouvernements étrangers. C'est ainsi qu'une nouvelle manifestation est appelée à Basse-Terre mercredi 23 octobre par un groupe de travailleurs haïtiens en Guadeloupe.

MOYEN-ORIENT

Vers une conférence de la paix sous le parapluie des USA.

La Conférence de la Paix, prévue pour fin octobre à Madrid, et organisée sous l'égide des Etats-Unis semble sur la bonne voie... non pas d'aboutir forcément à une solution satisfaisante pour les peuples concernés, mais au moins de se tenir. En effet, à l'heure où nous écrivons, les obstacles à la tenue de cette conférence semblent se lever les uns après les autres. Et le dernier, la forme que doit prendre la délégation représentant les Palestiniens, est définitivement réglé. Les Palestiniens seront représentés par des Palestiniens habitant les territoires occupés. Israël qui ne voulait pas entendre parler de la présence de l'OLP, fait mine d'avoir obtenu satisfaction, les Palestiniens ne seront pas représentés par des membres connus de l'OLP.

Pour les Etats-Unis, cette conférence de la Paix a pour but de calmer un peu la situation au Moyen-Orient. Et aujourd'hui, au lendemain de la victoire écrasante des forces américaines et leurs alliées sur le régime irakien, les dirigeants américains pensent que le moment est propice pour pouvoir imposer une "Paix" à leur manière, une "Pax Americana" c'est à dire des accords qui mettront fin à l'instabilité chronique de la région sans remettre en cause les intérêts impérialistes. L'instabilité s'est traduite depuis la création de l'Etat d'Israël en 1949 par trois guerres. Celle de 1956 entre Israël, allié de la France et de l'Angleterre contre l'Egypte ; celle de 1967 entre Israël et les pays arabes et celle de 1976 avec les mêmes protagonistes que celle de 1967. Cela, pour ne citer que les événements les

plus graves qu'a connus la région. Car c'est depuis la création même de l'Etat d'Israël que le Moyen-Orient est en crise de manière permanente. Israël était une véritable bombe à retardement placée dans la région par l'impérialisme.

La création même de cet Etat tel qu'il a été conçu, n'a jamais été acceptée par les Etats arabes de la région. Il est responsable du sort de peuple sans patrie réservé aux Palestiniens qui habitaient majoritairement les territoires faisant aujourd'hui partie d'Israël, sans compter l'occupation par ce dernier d'une partie du territoire de la Syrie, et de la Jordanie au cours des différentes guerres qui ont opposé ces états à Israël.

Et aujourd'hui donc, les Etats-Unis, avec l'assentiment de l'URSS, ont décidé de trouver une solution à l'instabilité de la région.

Tout d'abord en essayant d'obtenir, par des concessions territoriales de la part d'Israël, que les Etats arabes comme la Syrie, la Jordanie et même l'Irak se rangent derrière la Pax Americana. Ensuite, par la création d'un Etat palestinien même limité à la Cisjordanie et à la bande de Gaza, création que les dirigeants de l'OLP semblent prêts à accepter, ce qui permettra de mettre fin à la cause principale de l'instabilité de la région, à savoir la présence des Palestiniens en lutte pour la création d'un Etat national.

Mais cela ne mettra pas fin à la misère et à l'exploitation des peuples de la région par les puissances impérialistes, Etats-Unis en tête.

Malgré les tueries des militaires et macoutes civils, rien n'est réglé

Suite de la P 1

vernement Préval-Aristide ait parlé d'étudier la limitation de la propriété terrienne et de faire une réforme agraire légale (et non par la mobilisation des paysans), ou de vouloir créer un corps de police indépendant des militaires, cela suffisait amplement pour soulever contre lui et les bourgeois et la hiérarchie militaire.

Alors il y a aujourd'hui un fort courant qui dans la population veut le retour d'Aristide. Il y a aussi des illusions sur l'intervention extérieure, notamment de l'Organisation des états américains (OEA) pour ramener Aristide. Y compris par la force en affrontant les militaires haïtiens.

L'IMPERIALISME JOUE LA CARTE DU RETOUR... A SA MANIERE

L'impérialisme américain qui était encore hésitant semble jouer la carte du lâchage des militaires haïtiens et du nouveau gouvernement et donc du retour du président élu. A-t-il reçu des assurances sur les sentiments et la politique réels d'Aristide ? C'est possible. Depuis son exil, ce dernier est en discussion permanente avec les représentants de l'OEA. Notamment avec Carlos Andrez Perez président du Vénézuéla. Celui-ci est tout à fait apte à apprécier pour l'ensemble de l'OEA et pour l'état américain le degré de fidélité d'Aristide aux conceptions dites "démocratiques", c'est à dire celles de l'ordre bourgeois. Les assurances étant données par Aristide, il y aurait un problème pratique à régler : comment le remettre en selle à Port-au-Prince. En provoquant une division au sein de l'armée haïtienne ou par une intervention américaine ? Aujourd'hui l'ambassade américaine vient de demander à tous les ressortissants américains de quitter Haïti. Comme ils sont plus de cinq mille à vivre ou travailler dans ce pays cela prendra plusieurs jours ou semaines. Est-ce le signe qu'il y aura des événements plus graves dans les jours ou les semaines qui viennent ?

L'embargo décidé contre le gouvernement fantoche va conduire peu à peu à des difficultés de déplacement et donc de fonctionnement des entreprises. C'est pourquoi les patrons des parcs industriels sont divisés sur la question du retour d'Aristide. Les uns n'en veulent plus, ce sont les patrons les plus bornés, les plus

macoutisés, du genre Mews. Les autres, plus liés aux multinationales, veulent le retour d'Aristide qui seul pourra stabiliser la situation et leur permettre de continuer à exploiter des milliers de travailleurs à 15 gourdes (15 F) par jour (moins que le prix d'un repas dans un restaurant ordinaire de Port-au-Prince).

L'AVENIR DÉPEND ENCORE DE LA LUTTE DES EXPLOITÉS

Comme on le voit, la situation n'est pas réglée en Haïti. Tout peut encore se produire : soulèvements de plus en plus importants du côté de la population, apparition de formes de lutte armée, mais aussi massacres plus importants contre la population... Sans parler des conséquences indirectes du coup d'état. Celui-ci a fait fuir de Port-au-Prince des dizaines de milliers de gens. Ils vont grossir la population des villes de province, dans des proportions énormes, ce qui accroît considérablement les risques de famine, d'épidémie, etc... De ce point de vue là aussi, une véritable catastrophe est en formation dans Haïti. Là aussi l'issue dépend de la capacité de réaction des travailleurs. Ce qui n'est pas facile dans les conditions actuelles. D'autant que si les travailleurs et tous les pauvres trouvaient assez rapidement le moyen de s'organiser pour la lutte, ils auraient alors non seulement à lutter contre l'armée haïtienne et les voyous armés du macoutisme, mais ils pourraient aussi demain avoir à faire face aux troupes envoyées par l'impérialisme, sous le prétexte de rétablir la démocratie. Car l'impérialisme n'acceptera pas un renversement de situation en faveur des masses et surtout pas qu'elles emportent de réels succès contre le régime militaire. Même au nom du rétablissement d'Aristide.

Les contours de la situation politique en Haïti sont clairement tracés. Les masses sont en danger mortel. Mais en même temps elles tiennent leur propre sort en leur main si elles parvenaient à montrer à temps hardiesse, volonté de résistance, et à prendre les initiatives capables d'attirer dans leurs rangs la base de l'armée. L'impérialisme inversement doit veiller à éviter toute effervescence populaire, découlant soit d'un retour rapide d'Aristide, soit de la haine croissante envers l'armée et les riches d'Haïti.

Entre les deux il y a les lavalassiens partisans d'Aristide qui veulent à la fois garder leur base sociale et en même temps ne pas déplaire à l'impérialisme par une conduite trop radicale sur le terrain, trop mobilisatrice de la population.

Ceux qui veulent lutter au nom des exploités et dans leurs rangs doivent rejeter cette politique des lavalassiens et surtout refuser de se mettre à leur remorque sous prétexte d'unité pour le retour d'Aristide. Mais ils peuvent réussir à s'appuyer eux aussi sur les sentiments de ceux qui veulent le retour d'Aristide - par la lutte et non en restant passivement à attendre une intervention de l'OEA ; et sur ceux qui veulent se défendre par tous les moyens contre la barbarie des militaires et macoutes. Tous les espoirs seront alors permis, si une telle politique réussissait à temps, à prendre racine dans la population pauvre.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal **Combat Ouvrier** pour une période de ... mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

Ci joint par chèque la somme de ... F.

règlement par chèque adressé à Gérard Beaujour - B.P. 214 - Pointe-à-Pitre Cédex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

S/C Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97159 POINTE-A-PITRE CEDEX

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

EN FRANCE écrire à

COMBAT OUVRIER

M. DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

51728